

Ukraine, traité transatlantique, Grèce : l'Europe doit-elle choisir entre Washington et Moscou ?



<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/04/10/31002-20150410ARTFIG00241-ukraine-traite-transatlantique-grece-l-europe-doit-elle-choisir-entre-washington-et-moscou.php>



FIGAROVOX/ANALYSE - Pour Alexis Feertchak, la guerre du Donbass en Ukraine, les tensions avec la Grèce et les négociations feutrées pour le Traité commercial transatlantique sont le signe d'une Europe en retrait, qui, depuis 1991, n'a pas encore trouvé sa place dans l'histoire.

Alexis Feertchak est fondateur du site Internet et de l'application iPhilo.

Depuis les Accords de Minsk signés le 12 février 2015 dans la capitale biélorusse, la situation en Ukraine reste floue et incertaine. A l'Est, le cessez-le-feu est globalement respecté et la ligne de front provisoirement fixée. Mais l'absence d'avancée notable concernant le volet politique des Accords laisse craindre une reprise des hostilités avec l'arrivée du printemps. Trois scénarios se dessinent, desquels aucune partie prenante ne sortirait réellement grandie.

Dans le premier scénario, le Donbass serait unilatéralement rattaché à la Russie. Un deuxième scénario verrait l'Ukraine reprendre manu militari et dans le sang les terres de l'Est dont elle n'a aujourd'hui plus le contrôle. Enfin, dans un troisième scénario, le Donbass demeurerait perpétuellement une sorte de zone tampon non identifiée sur le plan juridique, une plaie non cicatrisée toujours prête à se rouvrir, à l'image de la Transnistrie en Moldavie ou de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud en Géorgie.

Or, de ces trois scénarios, les deux premiers ne sont guère les plus probables: pour des raisons économiques et financières, la Russie n'a guère envie d'hériter d'un Donbass dévasté ; quant à l'Ukraine, elle n'aurait pas les moyens militaires de reprendre les territoires de l'Est sans une aide militaire massive et coûteuse de l'OTAN qui risquerait de déclencher avec la Russie une confrontation directe beaucoup trop dangereuse. C'est donc le troisième scénario, celui du pourrissement de la situation, permis par l'enterrement progressif des accords de Minsk, qui semble aujourd'hui le plus probable.

Existerait-il un quatrième scénario par lequel l'ensemble des acteurs pussent s'en sortir par le haut? Il est toujours permis d'espérer, à condition de se replonger dans l'histoire et de sortir de la seule logique de la confrontation, qu'elle soit économique à l'Ouest ou militaire à l'Est.

Il y a d'un côté les néoconservateurs de gauche ou de droite (que ce soit John McCain ou Raphaël Glucksmann) qui pensent que l'on peut faire simplement triompher le « bien » et expulser le « mal » à coût de blindés, de missiles, de discours BHLiens ou de sanctions économiques et financières.

Pour sortir de la logique qui a largement prévalu jusqu'ici, il faudrait aussi pouvoir éviter la confrontation médiatique entre deux propagandes qui se répondent en miroir. Il y a d'un côté les néoconservateurs de gauche ou de droite (que ce soit John McCain ou Raphaël Glucksmann) qui pensent que l'on peut faire simplement triompher le « bien » et expulser le « mal » à coût de blindés, de missiles, de discours BHLiens ou de sanctions économiques et financières. Il y a de l'autre les identitaires patentés, la vieille extrême-droite et les irréductibles réactionnaires qui voient en Poutine le sauveur d'un Occident décadent. Entre ces parangons de vertu qui voient le monde en noir et blanc, il y a les partisans du gris et de ses nuances. Heureusement, dans des tonalités différentes, Dominique de Villepin, Hubert Védrine, Jean-Pierre Chevènement, Jacques Attali, Luc Ferry et bien d'autres donnent de la voix sur la crise ukrainienne, mais sont aussitôt pris dans les rets d'une montée aux extrêmes médiatique.

Quand l'Ukraine est née le 24 août 1991 - après une brève expérience d'indépendance de 1917 à 1920 - elle fut construite sur un compromis fragile entre les influences qui l'ont façonnée: à travers les siècles, elle fut morcelée et soumise à l'influence de l'Empire russe, du Royaume de Pologne, du Grand-Duché de Lituanie et de l'Empire austro-hongrois. La tragédie ukrainienne contemporaine est l'image d'une synthèse historique et culturelle manquée et sabordée par une troupe d'oligarques corrompus qui ont empêché la création progressive d'un véritable Etat. Mais la présence de cette oligarchie n'est pas la seule cause de cet échec: l'Ukraine a aussi et surtout pâti de ce que, depuis 1991, l'Europe et la Russie ont raté le coche de leur rapprochement mutuel. L'Ukraine d'aujourd'hui est une peinture en

miniature de l'histoire de ces vingt dernières années, au cours desquelles le rapprochement de la Russie et de l'Europe n'a pas été entrepris sérieusement. La Guerre du Donbass est aussi la conclusion inévitable de cette erreur historique.

La condition pour que cette Europe de l'Atlantique à l'Oural vît le jour était qu'elle fût proprement européenne, c'est-à-dire coupée de sa tutelle américaine, notamment en matière sécuritaire. François Mitterrand avait ainsi envisagé la constitution d'une Pax Europa rendue possible par le statut de puissance nucléaire de la France.

La sénatrice socialiste Marie-Noëlle Lienemann confessait qu'en mars 1992 François Mitterrand lui avait annoncé que «(sa) génération risquait de voir éclater une guerre entre l'Ukraine et la Russie». Le génie du prophète de malheur est d'annoncer l'avenir pour qu'il ne se produise pas. C'est pour éviter ce qui se déroule aujourd'hui sous nos yeux qu'en 1989, François Mitterrand avait conçu avec Mikhaïl Gorbatchev le projet d'une grande Europe qui se constituerait vers l'Est avec pour ligne de mire l'intégration européenne de la future Fédération de Russie - qui était encore l'Union soviétique. François Mitterrand avait ainsi envisagé la constitution d'une Pax Europa rendue possible par le statut de puissance nucléaire de la France. La Pax Americana avait lieu d'être dans le contexte d'une confrontation bipolaire entre les Etats-Unis et l'URSS: elle n'avait aucune raison de se perpétuer au-delà de cette circonstance historique. On sait ce qu'il en est aujourd'hui de l'OTAN.

En janvier 2014, invité à une conférence de la fondation Res Publica, le juriste Serge Sur, directeur de l'Annuaire français de relations internationales, avait ainsi considéré que le blocage actuel de l'Union européenne trouvait ses racines dans ce que l'Europe n'avait pas coupé le cordon sécuritaire avec les Etats-Unis: «Pour l'Europe, la sortie de l'histoire ne risque-t-elle pas finalement d'être la dissolution de l'Union européenne dans l'Otanie? C'est le cœur du problème. Je ne crois pas du tout que l'Union européenne soit sortie de l'histoire mais elle peut en sortir, voire elle serait en passe d'en sortir - et avec elle les nations qui la composent - dans la mesure où elle se dissoudrait dans une Otanie qui est en gestation - Otanie que l'on baptise du doux nom d'Occident». Ainsi placée sous tutelle américaine comme aux temps de la Guerre froide, l'Europe sortirait de l'histoire, réduite à n'être que la marche orientale d'un empire otanien dont les Etats-Unis serait l'épicentre. On comprend ainsi que la blague diplomatique - OTAN, suspends ton vol - n'est aujourd'hui plus seulement une blague, mais également une nécessité. Sous tutelle américaine, l'Union européenne ne peut être l'Europe. Quand la Commission européenne prétend défendre «l'intérêt général de l'Union», comme il est écrit dans les Traités, elle s'enferme dans un double mensonge, eu égard à la mâchoire sécuritaire américaine et au fait qu'il n'existe pas de démos européen et, partant, qu'il n'existe pas de démocratie européenne hors du cadre des nations qui la composent.

Si la Guerre en Ukraine illustre la mâchoire sécuritaire de l'OTAN qui étirent l'Europe, les négociations pour le traité transatlantique entre les USA et l'UE esquissent les contours d'une mâchoire cette fois-ci commerciale, qui permettrait de consolider le rêve atlantiste d'une Grande Otanie.

Les relations de l'Europe et de la Russie ne sont pas seulement révélatrices d'un tournant conservateur du poutinisme, elles le sont aussi des défauts de conception de l'Union européenne. A cet égard, les sujets d'actualité se recoupent et se rejoignent largement. Si la Guerre en Ukraine illustre la mâchoire sécuritaire de l'OTAN qui étirent l'Europe, les négociations pour le traité transatlantique entre les USA et l'UE esquissent les contours d'une mâchoire cette fois-ci commerciale, qui permettrait de consolider le rêve atlantiste d'une Grande Otanie. Quand on pense au fait que la crise ukrainienne a été déclenchée par la signature unilatérale d'un accord commercial entre l'Union européenne et l'Ukraine - sans discussion avec la Russie - l'on voit mieux l'ombre otanienne s'étendre sur cette région. Ce point commercial n'avait pas échappé à Serge Sur, qui notait à propos du traité transatlantique que «l'Europe telle que nous la connaissons serait vassalisée si cette zone de libre-échange voyait le jour. Ce risque, qui pour certains Européens est une chance, est très présent parce que la pression américaine est très forte. Les lobbies américains sont extrêmement puissants et très présents à Bruxelles». La Guerre d'Ukraine ne permet donc pas seulement de condamner fermement le développement bien réel d'un fort nationalisme russe; elle permet aussi de mesurer le péril que représenterait pour l'Europe une Union européenne diluée dans une Grande Otanie, laquelle tiendrait celle-là par ses deux bras, le premier militaire, le second commercial.

Les leçons de morale faites au gouvernement « rouge-brun » (Jean Quatremer, sic) d'Alexis Tsipras par les tenants de l'austérité sont mal venues : pour l'instant, le Premier Ministre grec n'a pas plié l'échine sous le poids des pressions européennes venues tout droit de Berlin.

Aux dires de la sénatrice Lienemann, en 1992, au moment du Traité de Maastricht, François Mitterrand avait en tête une troisième raison de constituer une Europe proprement européenne, jusqu'à la Russie. Il s'agissait d'assurer la pérennité de la relation franco-allemande, le meilleur fruit issu de la construction européenne. Avec la réunification de l'Allemagne, le président français craignait que ne se forme une Mitteleuropa, dominée par une Allemagne réunifiée et donc renforcée. L'avenir européen de la Russie aurait donc permis de compenser l'affaiblissement relatif de la France par rapport à l'Allemagne pour conserver un équilibre vital au concert des nations européennes. Reprenant une saillie proustienne du marquis de Norpois à propos de Paris, Londres et Saint-Petersbourg, Serge Sur concluait ainsi sa conférence: «la route de Berlin, pour la France, passe par Moscou». Aujourd'hui, les dérives des politiques européennes d'austérité matinées d'ordolibéralisme allemand font se lever partout en Europe un euroscepticisme que l'on dit un peu facilement nourri par le populisme sinon par le nationalisme. Les leçons de morale faites au gouvernement «rouge-brun» (Jean Quatremer, sic) d'Alexis Tsipras par les tenants de l'austérité sont mal venues: pour l'instant, le Premier Ministre grec n'a pas plié l'échine sous le poids des pressions européennes venues tout droit de Berlin. Cette résistance du petit pays qui a inventé la démocratie et qui demain pourrait tendre la main à la Russie, même si elle finit par échouer, aura au minima montré la faiblesse structurelle de la France dans sa relation avec l'Allemagne. Paris et Berlin ne font plus jeu égal pour propulser l'Europe vers le haut, ce que craignait Mitterrand dès 1992. Si l'analyse de Tonton sur le danger d'un déséquilibre entre la France et l'Allemagne était bonne, il donna en revanche à l'Allemagne de quoi se renforcer davantage en acceptant que la monnaie unique soit taillée sur le Deutsche Mark et donc pour l'industrie allemande.

La guerre du Donbass en Ukraine, les tensions avec la Grèce et les négociations feutrées mais intenses pour le Traité commercial transatlantique sont le signe d'une Europe en retrait, qui, depuis 1991, n'a pas encore retrouvé sa place dans l'histoire. Ces événements rappellent encore que le temps de l'histoire ne peut être complètement aplani par la régularité des cycles économiques. La politique

12/4/2015

Ukraine, traité transatlantique, Grèce : l'Europe doit-elle choisir entre Washington et Moscou ?

reste une affaire essentiellement tragique, avec ses retournements, ses accélérations soudaines et ses catastrophes. Mais éclairée par le temps long de l'histoire, elle n'est pas pour autant condamnée à l'impuissance.

Alexis Feertchak
